

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article I-40

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article I-40: Dispositions particulières à la mise en œuvre de la politique de défense commune

1. La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions ~~en dehors de l'Union~~ afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres.
2. La politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Celle-ci conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives.

La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre.

3. Les États membres mettent à la disposition de l'Union, pour la ~~mise en œuvre de la~~ politique de sécurité et de défense commune, des capacités civiles et militaires pour contribuer aux objectifs définis par le Conseil. Les États membres qui constituent entre eux des forces multinationales peuvent également mettre ces forces à la disposition de la politique de sécurité et de défense commune.
Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Une Agence européenne de l'armement, de la recherche et **du développement** des capacités ~~militaires~~ est instituée **au sein du Conseil pour soutenir ces efforts, y compris en promouvant la coopération et en contribuant au développement des politiques sur tous les sujets qui y sont liés** ~~pour identifier les besoins opérationnels, promouvoir des mesures pour les satisfaire, contribuer à identifier et, le cas échéant, mettre en œuvre toute mesure utile pour renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense, participer à la définition d'une politique européenne des capacités et de l'armement, ainsi que pour assister le Conseil dans l'évaluation de l'amélioration des capacités militaires.~~

4. Les décisions relatives à la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune, y compris celles portant sur le lancement d'une mission visée au présent article, sont adoptées par le Conseil statuant à l'unanimité sur proposition du Ministre des Affaires étrangères de l'Union ou d'un État membre. Le Ministre des Affaires étrangères peut proposer d'avoir recours aux moyens nationaux ainsi qu'aux instruments de l'Union, ~~le cas échéant conjointement avec la Commission.~~
5. Le Conseil peut confier la réalisation d'une mission, dans le cadre de l'Union, à un groupe d'États membres afin de maintenir les valeurs de l'Union et de servir ses intérêts. La réalisation de cette mission est régie par les dispositions de l'article [...] de la Partie III, Titre B, de la Constitution.
6. **Par le développement de sa politique de sécurité et de défense commune, l'Union a comme objectif la création d'une Union européenne de sécurité et de défense. Dans cette perspective, l**es États membres qui remplissent des critères de capacités militaires élevés et qui ont souscrit entre eux des engagements plus contraignants en cette matière en vue des missions les plus exigeantes, établissent une coopération structurée dans le cadre de l'Union. Cette coopération est régie par les dispositions de [...] de la Partie III, Titre B de la Constitution.
7. Tant que le Conseil européen n'a pas statué conformément au paragraphe 2 du présent article, une coopération plus étroite est instaurée, dans le cadre de l'Union, en matière de défense mutuelle. Au titre de cette coopération, au cas où l'un des États participant à cette coopération serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États participant lui portent, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. **Ces dispositions n'affectent pas, pour ceux qui sont concernés, les droits et obligations résultant du traité de l'Atlantique Nord. Pour mettre en œuvre une coopération plus étroite en matière de défense mutuelle, les États membres participant travailleront en étroite coopération avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.** Les modalités de participation et de fonctionnement, ainsi que les procédures de décisions propres à cette coopération figurent à l'article [...] de la Partie III, Titre B de la Constitution.
8. Le Parlement européen est consulté régulièrement sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique de sécurité et de défense commune, et est tenu informé de son évolution.

Explication éventuelle :

- au paragraphe 1, l'expression « en dehors de l'Union » constitue un ajout par rapport aux dispositions du Traité sur l'Union européenne, qui affecte l'équilibre de ces dispositions et pourrait en compliquer la mise en œuvre (clause de solidarité notamment);
- au paragraphe 3, l'amendement proposé fait l'objet d'un accord avec les conventionnels représentant les gouvernements allemand et britannique. Conformément à cet accord, l'objectif d'une politique européenne de l'armement et d'un marché européen de l'armement serait

mentionné à l'article III-207 ;

- au paragraphe 6, l'amendement proposé conjointement par MM. De Villepin, Fischer et Michel, reprend la proposition du Sommet de Bruxelles du 29 avril 2003 d'une Union européenne de sécurité et de défense.
- enfin, au paragraphe 7, l'amendement proposé reprend la formulation figurant à l'article III-210, paragraphe 4, permettant ainsi de mieux mettre en exergue le nécessaire respect du traité de l'Atlantique Nord sans remettre en cause l'équilibre satisfaisant de cette disposition.